



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 363 du 22 décembre 2024

Au sommaire :

- **Mascarade politicienne sur fond de catastrophe écologique et sociale, de racisme et de xénophobie, de guerres, de vague de licenciements... La faillite du capitalisme** - *Yvan Lemaitre*
- **Budget censuré ou pas, pour en finir avec la ruine de la santé par l'OPA de la finance, le contrôle des travailleurs et de la population** - *Isabelle Ufferte*

Mascarade politicienne sur fond de catastrophe écologique et sociale, de racisme et de xénophobie, de guerres, de vague de licenciements... La faillite du capitalisme

Le drame de Mayotte, dévastée, ravagée par le cyclone Chido dénonce la politique criminelle, l'incurie et le mépris colonial de l'État français que le déplacement de Macron « *racontant des salades* » et décrétant une journée de deuil national ne fait que souligner alors que le spectacle de la comédie parlementaire devient une véritable farce, cynique et sinistre.

À 8000 km de Paris, dans le département-colonie le plus pauvre de France, les bidonvilles et les maisons de tôle qui abritaient un tiers de la population ont été soufflés. Des milliers de morts sont à redouter car les abris proposés par la préfecture ne concernaient pas la population des bidonvilles et que les sans-papiers en étaient, de fait, écartés par crainte d'être expulsés !

Cet événement « exceptionnel » est un phénomène naturel, mais le pouvoir et le système lui-même ont une énorme responsabilité, à deux niveaux. D'abord, il participe au dérèglement climatique qui a créé « *un environnement océanique exceptionnel depuis quelques années et notamment cette année, avec des températures de surface des eaux proches de 30 degrés et des eaux chaudes très profondes* », selon un météorologue cité par l'AFP, qui explique l'ampleur de Chido, le plus violent cyclone depuis 90 ans.

A cela s'ajoute l'incurie du pouvoir à y faire face, à anticiper alors que toutes les sonnettes d'alarme étaient tirées depuis des mois et même des années, alors que le cyclone lui-même était annoncé par Météo France plusieurs jours avant.

L'État français porte l'entière responsabilité de cette situation dramatique, lui qui a arraché Mayotte des Comores devenues officiellement indépendantes en 1975 pour gar-

der un pied dans l'Océan Indien. Tous les gouvernements de droite ou de gauche portent la même responsabilité d'avoir maintenu dans un sous-développement colonial révoltant la majorité de la population tout en se félicitant de la continuité de l'impérialisme français.

A Mayotte, ce serait la France et pourtant l'accès à l'eau potable est aléatoire, pourtant six logements sur dix ne disposent pas de toilettes ni de douche, les maisons en tôle, bois, végétal ou terre constituent près de quatre logements sur dix. 77 % des 320 000 habitants vivent sous le seuil de pauvreté, un seul hôpital vétuste et surpeuplé pour toute l'île. Les droits sociaux comme le RSA, les APL, y sont restreints alors que le coût de la vie y est 10 à 30 % plus cher qu'en métropole.

Mais le pouvoir comme la majorité des parlementaires accusent « *l'immigration illégale qui ravage le territoire* ». Retailleau donne le la : « *On ne pourra pas reconstruire Mayotte sans traiter, avec la plus grande détermination, la question migratoire* », plaidant pour une nouvelle loi immigration, une « *priorité nationale* ».

Un résumé de la politique de celles et ceux qui postulent à servir le capital, masquer leur responsabilité, leur incurie et leur impuissance par la politique du bouc-émissaire, en accusant les victimes, les populations les plus vulnérables de Mayotte. Les accusations xénophobes contre les migrants s'accompagnent d'une campagne contre les « *pillages* » alors qu'il aura fallu plus de trois jours avant que ne commencent à arriver des vivres, de l'eau qui manquent encore cruellement.

Les réponses répressives apportées par Retailleau et Macron, que sont le déploiement de l'armée et de la gendar-

merie, le couvre-feu ne servent qu'à renforcer le discours sécuritaire du pouvoir.

Partout, la même logique du profit qui concentre des richesses folles entre quelques mains et engendre la pauvreté, la régression, la misère

Mayotte est un concentré de la faillite de la classe des capitalistes qui pille, exploite, se joue des peuples, accumule des fortunes, écrase les plus pauvres des pauvres et menace l'avenir même de l'humanité.

Ici, même si les conséquences du dérèglement climatique n'épargnent pas l'Europe, le monde du travail est d'abord et avant tout frappé par une vague de licenciements et de fermetures d'entreprises qui sera dévastatrice. Elle est annonciatrice d'une catastrophe économique et financière à laquelle conduit la politique des dirigeants des puissances occidentales.

C'est la même logique productiviste et prédatrice qui détruit la nature et ruine la société.

Le capitalisme est à bout de souffle. L'exubérance des profits aveugle sur la réalité du mode de production capitaliste de plus en plus prédateur, parasite et destructeur de l'homme, de la société et de la nature.

Alors que d'un côté s'accumulent de plus en plus de richesses entre les mains d'une poignée de capitalistes, de l'autre côté se déploient la régression sociale, la pauvreté, la misère, les drames écologiques.

La fortune d'Elon Musk s'approche de 500 milliards de dollars, selon les dernières estimations du magazine Forbes. Elle a augmenté d'environ 180 milliards de dollars au cours des deux derniers mois seulement, principalement au cours des six semaines qui ont suivi la réélection de Trump. Collectivement, les dix personnes les plus riches du monde –neuf Américains et Bernard Arnault, bien français– ont augmenté leur richesse de 305 milliards de dollars en seulement six semaines, ce qui porte leur total combiné à la somme stupéfiante de 2100 milliards de dollars. La richesse totale détenue par ces dix milliardaires est supérieure au PIB de tous les pays, à l'exception des sept les plus puissants.

Et il s'agit là du sommet de l'iceberg de cette classe capitaliste et des multinationales qui contrôlent l'économie mondiale.

Cette situation absurde et menaçante est l'aboutissement de presque trois décennies de mondialisation financiarisée de l'économie. Pour faire face à la relative stagnation économique, le capital qui ne peut vivre qu'à condition de croître sans cesse, d'extorquer toujours plus de plus-value, n'y parvient qu'en renforçant l'exploitation de l'homme et de la nature dans le même temps qu'il se libère de toute entrave pour transformer toute activité humaine en marchandise source de profit et objet de spéculations entre les mains de la minorité, l'oligarchie financière, qui détient le vrai pouvoir et que servent les Etats.

Entre début 2020 et fin 2023, les groupes du CAC 40 ont engrangé 486 milliards d'euros de profits. C'est 333 millions d'euros par jour, un milliard d'euros tous les trois jours. Après le ralentissement de 2020 dû aux confinements (avec 35 milliards d'euros de bénéfices tout de même), les groupes du CAC40 ont connu trois années de superprofits autour de 150 milliards d'euros. 486 milliards d'euros, cela correspond à peu près aux dépenses de l'État français en 2024. Le déficit public s'élève cette année à 163 milliards d'euros qu'il serait facile de combler d'autant qu'il est le fruit des subventions et des politiques publiques au service du CAC40.

Vers l'overdose financière

Trump a été choisi par le journal *Times* comme personnalité de l'année, un choix qui exprime l'état d'esprit et la politique des milliardaires qui dirigent l'économie et de leurs serviteurs politiques. La lutte pour la rentabilité financière qui est le moteur de l'économie capitaliste impose à l'heure du capitalisme sénile, le capitalisme financiarisé mondialisé qui atteint ses limites historiques et géographiques, une offensive réactionnaire qui entraîne le monde dans une catastrophe économique, financière, sociale et écologique.

La politique pour laquelle Wall Street a voté, c'est le libéralisme sans frein, à outrance, la baisse des impôts pour le capital, l'explosion des subventions d'État et donc de la dette, la politique à la tronçonneuse défendue par Milei en Argentine, dégraisser l'État, liquidation des services publics, la financiarisation accrue et combattre les normes, le règne de la liberté capitaliste contre toute la société. Le tout accompagné d'une offensive réactionnaire nationaliste, protectionniste et xénophobe, la guerre économique et la démagogie contre les migrants, la guerre.

L'Europe et toutes les puissances capitalistes sont entraînées dans la même fuite en avant.

La crise sociale et politique en France en est la conséquence, comme en Allemagne.

Les superprofits absurdes étouffent l'économie, écrasent les travailleurs et les peuples, exacerbent la concurrence, engendrent la guerre économique, la militarisation du monde et la guerre en préparent une crise financière et économique parce que cette fuite en avant ne fait qu'aggraver le mal incurable qui frappe le capital menacé d'un krach et d'un effondrement.

Pour un mouvement du monde du travail en rupture avec la gauche institutionnelle syndicale et politique intégrée au système

La crise sociale et politique que nous connaissons en France est la conséquence de ces transformations politiques et économiques qui s'opèrent au sein des vieilles puissances impérialistes occidentales et au niveau mondial. Dans le passé, ces puissances dont la France ont réussi à préserver, pour l'essentiel, la paix sociale grâce à leur politique coloniale de surexploitation des peuples

d’Afrique et d’Asie qui leur permettait de faire des concessions à la classe ouvrière métropolitaine, et d’associer le Parti socialiste et le Parti communiste à la gestion de leurs affaires au gouvernement et d’intégrer les appareils syndicaux dans le dialogue social, la collaboration de classe sans que cela les coupe de la majorité des travailleur·es.

Aujourd’hui, le capitalisme ne peut plus se payer ce luxe et il associe directement la gauche politique et syndicale à son offensive contre les travailleurs sans rien lâcher en contrepartie si ce n’est... de nouvelles attaques. La gauche gère les reculs que le capital impose à la société qu’elle ne prétend même plus réformer.

Cette semaine, les directions syndicales, sauf la CGT, FSU et Solidaires, ont signé avec le MEDEF et la CGPME une déclaration condamnant le désordre parlementaire, l’instabilité politique qui menace l’économie, une déclaration qui prend sa place dans la campagne pour la démission de Macron. Comme si ce n’était pas la politique même du CAC 40 et du Medef qui fragilisait l’économie et était responsable des licenciements !

En réalité, on l’a vu au moment du mouvement des Gilets jaunes, durant le mouvement des retraites l’an dernier et aujourd’hui face à la crise sociale et politique que connaît le pays, les appareils syndicaux se rangent du côté de l’ordre capitaliste. Si les directions de la CGT et de Solidaires ne sont pas assez aveugles pour signer avec les représentants du patronat, elles sont cependant bien inca-

pables de donner confiance aux travailleurs et ne veulent pas de l’affrontement avec le patronat et l’Etat indispensable pour éviter la catastrophe à laquelle le capitalisme conduit.

Ils sont en fait subjugués par le pouvoir économique et politique sans comprendre que cette fuite en avant des classes dominantes éveille les consciences et contribue, étape par étape, à émanciper le monde du travail, la jeunesse de l’idéologie, de la morale, des préjugés qui justifient la domination dépassée et condamnée d’un capitalisme sénile.

Les contradictions du capitalisme conduisent à des soulèvements, on le voit déjà, à des révolutions.

Il existe une radicale contradiction entre le progrès des technologies et des forces productives et la réaction qu’exige la défense de la propriété privée capitaliste. Cette contradiction conduit à la barbarie si le prolétariat ne conquiert pas le pouvoir afin de réaliser la transformation socialiste de la vie économique dans le monde entier.

Seule l’intervention des travailleur·es pourra sortir le pays de l’impasse dans laquelle le conduisent politiciens parlementaires et le grand patronat, les banques, comme elle est nécessaire à Mayotte pour que la reconstruction ne se retourne pas contre les plus démunis, celles et ceux qui n’ont rien.

Yvan Lemaitre

Budget censuré ou pas, pour en finir avec la ruine de la santé par l’OPA de la finance, le contrôle des travailleurs et de la population

Si le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) a été censuré en même temps que le gouvernement et le budget de l’Etat, celui du prochain gouvernement ne peut que s’inscrire dans la même offensive sabrant la dépense publique, intensifiant l’exploitation pour nourrir les profits des spéculateurs, les mêmes qui creusent la dette publique et le « *trou de la sécu* ».

L’ex PLFSS prévoyait le passage d’un à trois jours de carence pour les fonctionnaires, la baisse des indemnités journalières en cas d’arrêt maladie, le gel des pensions de retraite, la baisse de 5 % des remboursements de consultations et médicaments, alors que les franchises ont déjà doublé cette année. Anticipant, les complémentaires santé ont augmenté leurs tarifs de 6 % en moyenne pour 2025 (7,3 pour les contrats collectifs obligatoires), 20 % en trois ans. Tandis que les 2,5 millions de personnes qui n’ont pas de complémentaire doivent de plus en plus souvent renoncer aux soins.

Le système de santé est incapable de faire face aux besoins de la population. Les 80 000 lits fermés entre 2002 et 2022 alors que dans le même temps la population vieillissait et augmentait de sept millions, la généralisation de l’ambu-

latoire avec un nombre de places bien inférieur, la fermeture d’hôpitaux de proximité, la transformation à marche forcée de l’hôpital en entreprise sommée de chercher la « rentabilité » ont conduit à une dégradation majeure du service public de santé. La maltraitance subie par les soignants et les médecins ne voyant d’autre solution que la démission a aggravé la crise. Les établissements de santé, publics comme privés, les Ehpad cherchent aujourd’hui en vain à recruter. Des services mettent définitivement la clé sous la porte faute de médecins et de personnels, des Urgences ferment sans préavis la nuit, le week-end, la plupart n’ouvrent leurs portes qu’aux patients qui ont en amont été triés par les services de régulation du 15... et les déserts médicaux s’étendent. 11 % de la population n’ont pas de médecin traitant, dont 800 000 ont des maladies chroniques graves (chiffres 2022).

Début septembre, la fédération des hôpitaux publics français (FHF) dénonçait une « *situation budgétaire jamais aussi dégradée* ». Le déficit des établissements publics a augmenté de plus de 350 % en cinq ans, passant de 558 millions d’euros (2019) à 1,7 milliard (2023) et devrait atteindre 2 milliards en 2024. De nombreux hôpitaux sont

dans l'incapacité de financer l'entretien de bâtiments construits il y a des décennies, malgré un endettement de plus en plus important. Les financements publics ne couvrent pas l'augmentation des coûts liés aux nouvelles technologies, aux progrès de la recherche, aux nouveaux médicaments et à l'inflation. Ils ne compensent pas non plus les hausses de salaires des personnels, pourtant dérisoires. En 2021, les hôpitaux publics étaient endettés à hauteur de 30 milliards d'euros, une manne pour les banques qui encaissent des intérêts faramineux qui creusent en retour les déficits. Et si l'Etat a été obligé de reprendre à sa charge un tiers de cette dette, les hôpitaux n'en paient pas moins chaque année près d'un milliard d'euros d'intérêts.

La financiarisation, l'investissement de masses de capitaux privés, spéculatifs ont accéléré le processus, soumettant l'ensemble du système de santé aux intérêts et au diktat de la finance.

La santé, vache à lait des fonds d'investissements

C'est « *l'une des grandes inquiétudes dans le monde de la santé, celle de voir de nouveaux acteurs privés investir dans le secteur du soin, au risque de dérives marchandes* » écrivait pudiquement le journal *Le Monde* à propos de la « *financiarisation de l'offre de soins* » et du rapport de la commission des affaires sociales du Sénat intitulé « *Une OPA sur la santé ?* » publié fin septembre dernier [1]. Ce rapport « *transparti* » s'inquiète des conséquences de dizaines d'années de politiques qui ont conduit, disent-ils, d'un « *capitalisme dit professionnel* » à un « *capitalisme financiarisé* ». Les sénateurs, pompiers pyromanes, invitent à « *mieux maîtriser le phénomène, à limiter ses conséquences indésirables* ».

Les élus de tous bords s'émeuvent aujourd'hui du monstre qu'ils servent... et appellent à le « *maîtriser* ». Comme si le capitalisme financiarisé mondialisé, plus parasite et destructeur que jamais, n'était pas exclusivement mu par le besoin irrépensible de trouver des débouchés aux masses immenses de capitaux en mal de rendements, véritables têtes chercheuses sautant d'un investissement à l'autre sans autre logique que celle du profit immédiat, poussant à la concentration, à « *l'efficience* » pour capter toute goutte de plus-value dans toutes les activités humaines quelles qu'en soient les conséquences. Aucun secteur n'y échappe. Et surtout pas la santé ou les Ehpad dont les financements sont assurés et garantis par la Sécurité sociale, les pouvoirs publics et l'Etat. Le budget global de la Sécu est de 640 milliards en 2024, bien plus que le budget de l'État (350 milliards). La branche de l'Assurance maladie a à elle seule versé 226 milliards d'euros de prestations, soit 11,9 % du PIB [2], de quoi aiguiser bien des appétits...

Le rapport du Sénat dresse le tableau : « *La financiarisation du secteur hospitalier privé lucratif, qui se manifeste par l'intervention de fonds d'investissement dans le capital des groupes, connaît une progression rapide depuis les*

années 2000 et appuie le processus de concentration des cliniques privées. Pas moins de 40 % du secteur en France est aujourd'hui détenu par quatre groupes (Ramsay Santé, Elsan, Vivalto et Amalviva). La biologie médicale privée constitue, de son côté, le secteur le plus financiarisé en ambulatoire. Six grands groupes de laboratoires concentraient, en 2021, 62 % des sites de biologie médicale sur le territoire national » dont plus de 40 % pour les 3 premiers, Biogroup, Cerba et Inovie. Le taux de rentabilité moyen du secteur a de quoi faire rêver plus d'un investisseur : 23 % en 2021 !

Les fonds d'investissements se tournent désormais vers l'imagerie médicale (radiologie, scanners, IRM, échographies), les centres dentaires et ophtalmologiques, les pharmacies, ou encore des centres de santé primaire qui regroupent des médecins généralistes tels Ipso Santé ou Ramsay, ce qui permet à ce dernier de diriger les patients vers ses cliniques...

Un système de santé ravagé par l'offensive libérale et par la financiarisation

Depuis le tournant libéral des années 1980, tous les gouvernements ont eu à cœur de faire sauter les uns après les autres les règlements et textes de lois qui représentaient un frein à l'accès d'investisseurs privés dans un secteur public jusque-là fortement encadré.

Réforme après réforme, l'hôpital a été transformé en « *entreprise* ». La santé est devenue un « *coût* », une marchandise, les malades des « *clients* », la « *rentabilité* » le maître-mot au sein des services mis en concurrence entre eux... et avec le privé dont les charges étaient bien moindres, l'hôpital prenant en charge les missions et les pathologies coûteuses avec des investissements lourds. En 2004, la « *tarification à l'activité* » (T2A) a accéléré le phénomène, faisait dépendre le financement non des besoins de l'hôpital mais du coût « *moyen* » des actes et interventions réalisés, de façon décorrélée des véritables dépenses. Les médecins, mais aussi l'ensemble des soignants devaient « *justifier* » chaque geste, « *coder* » son activité pour que l'hôpital, le service obtiennent les financements correspondant au « *tarif* » défini. De nouveaux métiers sont apparus, et une multitude de boîtes privées se sont mises « *au service* » des directions hospitalières, du codage à la gestion des ressources humaines, du temps de travail, mais aussi des flux des patients pour optimiser l'occupation des lits, en parallèle de l'explosion de la sous-traitance... En 2007 puis en 2012, les « *plan hôpital* » incitaient à rénover le parc hospitalier moribond. Mais les financements ne proviennent plus de l'Etat, les CHU doivent s'endetter sur le marché... très vite étranglés par les financiers. Des « *partenariats public-privé* » apparaissent pour financer la construction

[1] <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/com-missions/commission-des-affaires-sociales/financiarisation-du-systeme-de-sante.html>

[2] <https://www.securite-sociale.fr/la-secu-cest-quoi/chiffres-cles>

d'hôpitaux, ces derniers payant des loyers astronomiques pour les murs. Des cliniques privées intègrent les locaux d'hôpitaux, des plateaux techniques deviennent propriétés de groupements d'intérêts économiques... Le service public est chaque jour un peu plus démantelé, mis au service d'intérêts privés.

La financiarisation accélère la concentration et menace de krach

Dans la dernière décennie, l'afflux de capitaux a transformé le secteur de l'hospitalisation privée, de la biologie, concentrant la propriété entre des groupes de moins en moins nombreux. Il n'y a pas de retour en arrière possible. Les petites ou moyennes entreprises propriétés de médecins, biologistes, et de plus en plus de radiologues, pharmaciens, sont contraintes de vendre face à la concurrence des mastodontes, des investissements lourds nécessaires. L'ancienne startup Doctolib devenue leader de l'e-santé et de la prise de rendez-vous, utilisée tant par le secteur libéral, des cliniques que des CHU, a absorbé ses concurrents, s'est développée à l'échelle internationale, et est aujourd'hui contrôlée par des fonds d'investissement.

Cette concentration met les groupes en position de force face aux pouvoirs publics, à l'Assurance maladie ou aux ARS à qui ils dictent leurs exigences comme on l'a récemment vu face à la « grève » des patrons des cliniques privées ou de ceux des laboratoires.

Dans leur rapport, les sénateurs, s'ils rappellent que « *l'offre de soins représente un investissement sûr du fait de l'accroissement continu de la demande en soins et du haut niveau de socialisation de la dépense* », soulignent aussi le « *risque de volatilité des capitaux* » faisant craindre la menace d'un retrait des investisseurs. De son côté, la Caisse nationale d'Assurance maladie alertait récemment sur le risque de « *bulle spéculative* » au vu de la valorisation sur le marché des groupes de biologie. Pas plus la santé que le reste de l'économie n'est à l'abri d'un krach après l'emballement.

L'urgence de l'expropriation et de la prise de contrôle par les travailleur·ses pour une santé débarrassée de la loi du fric

Tous les moyens existent aujourd'hui pour permettre immédiatement à toutes et tous un égal accès à une médecine moderne et des soins de qualité. Les moyens techniques, les connaissances médicales, les nouvelles et anciennes générations de soignant·es, de médecins voulant être utiles aux autres, s'investir si les conditions de travail le permettent, rien ne manque.

Toutes et tous avons en tête comment pendant la pandémie, ce sont les premières et premiers de corvée, soignant·es, femmes et hommes de ménage, médecins, ouvrier·es, pompiers, toutes et tous les travailleur·ses de la santé qui ont pris les choses en main pour faire tourner les hôpitaux et cliniques, en collaboration avec les autres salarié·es, la population, pour pallier l'incurie des classes dominantes et de leurs ministres, mais aussi des directions. La financiarisation a accéléré la transformation du système de santé, la concentration des établissements, la mise en réseaux des travailleur·ses, quels que soient leur statut et leur profession, médecins compris. Et elle transforme le regard qu'ils et elles portent sur la société et sur eux-mêmes.

La violence de l'offensive, les conséquences dramatiques de l'effondrement en cours alors que les progrès de la médecine, des techniques permettent de soigner et guérir comme jamais, accélèrent la révolte et les prises de conscience face à l'impasse dans laquelle le capitalisme financiarisé mondialisé mène l'ensemble de la société.

Contrairement à la fable que nous conte le rapport des sénateurs, il ne peut y avoir ni moralisation ni maîtrise d'un système qui échappe à tout contrôle, dont le seul ressort, la seule morale sont ceux du retour sur investissement. Face à la catastrophe annoncée, les mobilisations des travailleur·es de la santé, des Ehpad, des laboratoires, avec la population ne peuvent que mettre en cause la domination des intérêts privés, de la finance, ouvrir la voie à leur expropriation et à la prise en main du système de santé et sa réorganisation par les travailleur·ses et la population associés et, au-delà, celle de l'ensemble de la société.

Isabelle Ufferte